



Mixité sociale à l'école : Pap Ndiaye lâché par l'Elysée

Le ministre de l'Education nationale devait enfin annoncer ce jeudi son « grand plan » pour lutter contre l'entre-soi scolaire. La Présidence en a décidé autrement. Voilà c'est fait : notre ministre de l'Education nationale Pap Ndiaye a enfin annoncé le grand plan « mixité sociale à l'école » qu'il ne cessait de reporter de mois en mois. Enfin « annoncer » , c'est beaucoup dire. Pour être précis, il l'a communiqué aux recteurs réunis en conclave rue de Grenelle. Puis laissé entendre par un mail confus envoyé en fin de journée aux rédactions sa volonté de « réduire les différences de recrutement social entre établissements de 20 % d'ici à 2027 » . Et encore, ledit objectif ne concerne visiblement que les établissements publics. Pour la contribution de l'enseignement privé à la lutte contre la ségrégation scolaire – sujet hautement sensible au vu de son recrutement de plus en plus élitiste – il faudra attendre une semaine de plus ; la signature du protocole qu'il a conclu avec le secrétariat général à l'enseignement catholique étant désormais programmée le 17 mai.

Drôle de saucissonnage et surtout drôle de communication. Pas de conférence de presse, pas de prise de parole publique, pas de passage dans les studios radio ou télé, pas de dossier de presse ni même de communiqué... Si certains de ses soutiens conseillaient au ministre d' « oser la polémique » en rappelant la nécessité pour les petits Français, quelles que soient leurs origines, d'être scolarisés sur les bancs des mêmes écoles, il faut croire que le discret Pap Ndiaye ne les a pas écoutés.

Des rapprochements entre établissements

La méthode est d'autant plus curieuse que le ministre n'a finalement pas grand-chose à cacher. Son plan a le mérite de remettre le dossier de la mixité scolaire en tête des priorités, dix ans après la loi de refondation de Vincent Peillon et six ans après la nomination d'un Jean-Michel Blanquer totalement hermétique à la question, mais il ne comporte rien de révolutionnaire. L'Education nationale va continuer à ouvrir des filières d'excellence dans des établissements populaires, ce qu'elle faisait déjà mais fera désormais de manière peut-être un peu plus accentuée. Elle va également promouvoir des rapprochements, voire des appariements d'établissements aussi proches géographiquement qu'ils ne sont éloignés socialement mais elle ne les imposera pas pour ne pas heurter les familles. Enfin, le privé devrait se fixer pour objectif de multiplier par deux son taux de boursier en cinq ans – ce qui est extrêmement louable – mais ces objectifs ne seront pas contraignants et constitueront tout au plus une trajectoire indicative.

Ce plan n'en reste pas moins honorable et aurait dû permettre d'acter au moins un consensus gauche-droite, riches-pauvres, laïques-cathos sur la nécessité de s'attaquer aux mécanismes d'entre-soi qui minent notre capacité à faire société, à débattre, à nous (ré) unir. Malgré le service minimum assuré par la rue de Grenelle, les médias ont d'ailleurs fait leurs gros titres de la vraie-fausse annonce ministérielle. Et, pour cause, depuis la publication en octobre dernier des indicateurs de position sociale des établissements (IPS), la question de la ségrégation scolaire, soudainement objectivée, s'est imposée dans le débat public, l'enseignement catholique a dû reconnaître que son recrutement posait problème, d'un point de vue « ecclésial » – on est très loin des Evangiles – autant que citoyen. Et l'opinion publique éclairée – celle qui dégaine ses principes républicains avec célérité mais oublie de se les appliquer – a été confrontée aux conséquences de ses actes. « Le fruit était mûr. Dans le contexte politique de plus en plus tendu que nous vivons, il était temps de reposer la question du sens que nous



donnons à l'école républicaine, de nous demander ce que nous en attendons collectivement, au-delà de nos petites stratégies individuelles » , dit la députée Renaissance du Val-d'Oise, Cécile Rilhac, très mobilisée sur le sujet.

« L'Education nationale crève des effets d'annonce »

Le fruit était mûr et pourtant Pap Ndiaye fait le choix de le laisser tomber comme une vieille pomme blette. Comment se l'expliquer ? Un visiteur du soir de la rue de Grenelle qui se réclame de « l'optimisme de la volonté gramscien » essaye de faire contre mauvaise fortune bon cœur. « L'Education nationale crève des effets d'annonce sans lendemain. Si le ministre s'intéresse davantage à la logistique qu'à la communication et prévoit un vrai pilotage technique de son plan, on ne peut que s'en réjouir » . Ça n'est pas faux. Beaucoup de choses en matière éducative échappent à la rue de Grenelle et dépendent notamment de la manière dont les cadres intermédiaires – recteurs, inspecteurs d'académie –, réputés pour leur très grande prudence, se saisissent des directives ministérielles. Reste que la mixité scolaire est une politique qui se décide obligatoirement avec les collectivités locales maîtresses de la sectorisation (des établissements public) et des budgets de fonctionnement accordés aux établissements privé – budgets qui pourraient être modulés en fonction des efforts réalisés en matière de recrutement. Si des collectivités de gauche – Lyon, la Loire-Atlantique – commencent à bouger, c'est une bonne chose mais le travail de conviction est encore à faire avec une majorité d'élus qui font valoir – souvent à raison – que leurs électeurs CSP + de droite comme de gauche sont de plus en plus rétifs à scolariser leurs enfants avec ceux des classes populaires. Face à ces résistances, la capacité du ministre à porter un message fort et à faire vivre le moment médiatique généré par la révélation des IPS s'annonçait cruciale. Las, elle fait aujourd'hui défaut.

Ce qui est plus inquiétant encore, c'est que la discrétion de Pap Ndiaye semble s'associer aujourd'hui à un isolement croissant sur le plan politique. Le ministre a eu beau répéter sur tous les tons qu'il ne rouvrirait pas la guerre scolaire, l'enseignement catholique a eu beau valider un plan qui par bien des points sert ses desseins, la droite a eu beau dans un premier temps lui accorder une écoute polie, les vieux réflexes pavloviens ont fini par se mettre en branle. Le président du Sénat Gérard Larcher, sorti subitement de son silence, a estimé que la mixité ne devrait pas être la « première priorité » du gouvernement. Tandis que Bruno Retailleau, détracteur inlassable du « wokisme » supposé de Pap Ndiaye, décriait que la « mixité était inefficace » , position singulière pour un Républicain, quoique Vendéen.

Un financement public massif du privé

Plus original, des salves ont commencé à fuser depuis les bancs de la majorité. Ainsi d'Aurore Bergé, patronne du groupe Renaissance à l'Assemblée qui ce jeudi matin sur France Inter s'est alignée – sans faire mine d'y toucher – sur les vieilles lunes de la droite éducative. Mêlant déni de réalité – « les engagements existent déjà, on a déjà des boursiers au sein de l'enseignement privé » – et propos de mauvaise foi – « au niveau des prix, on est extrêmement loin des tarifs proposés par nos voisins européens » . Car, faut-il le rappeler : si les tarifs des établissements privés sont effectivement comparativement bas par rapport à l'étranger, cela est dû au financement public massif dont ils bénéficient ; et par ailleurs ces tarifs (environ 2000 euros par an et par enfant), de l'aveu même de l'enseignement catholique, sont suffisamment élevés pour dissuader les classes populaires d'y inscrire leurs enfants.

Ces premières tentatives de savonnage internes à la macronie s'ajoutent à l'attitude pour le moins ambiguë de l'Elysée. Alors que le président de la République, mobilisé par son opération 100 jours, multiplie les sorties médiatiques, son silence sur le dossier mixité scolaire devient assourdissant. Il y a un mois et demi, alors que j'écrivais sur le futur-plan-imminent-mais-finalement-reporté du ministre, un de ses proches conseillers



m'affirmait tout de go – avant même que je lui pose la question – qu'il ne fallait aucunement voir dans ces atermoiements le signe d'une divergence entre l'agenda du ministre et celui du Président. Difficile à croire aujourd'hui.

Emmanuel Macron et Pap Ndiaye lors d'une visite au collège de Ganges (Hérault), le 20 avril. (DANIEL COLE/AP/SIPA)

Evidemment, Pap Ndiaye savait que la partie serait ardue – les élus et les électeurs macronistes ne sont pas les derniers à fuir l'école publique du quartier – mais il semblait convaincu d'obtenir le feu vert de l'exécutif. Le président de la République, en soutenant l'initiative de son ministre, avait l'occasion de s'émanciper de ses propres déterminismes – il est comme son épouse Brigitte un pur produit des très élitistes collèges jésuites – et de contrer le procès en mépris social qui lui est fait à par une proportion croissante de ses concitoyens. Ce n'est manifestement pas le choix qui a été fait, des sources internes à l'exécutif confirment que Pap Ndiaye a été enjoint à la discrétion, et ce lâchage, même étouffé dans un silence gêné, prend forcément une signification politique.

Pour ceux qui en doutaient encore, le macronisme s'aligne aujourd'hui sur les positions de LR en matière éducative. Une droite des faux-semblants qui tout en enjoignant les « minorités » à rejoindre le creuset national ne voit aucune objection à promouvoir le séparatisme social des plus favorisés. Une droite de l'exhortation qui, tout en rappelant à raison qu'une politique de mixité ne saurait fonctionner sans une remise sur pied urgente de notre école publique, n'a jamais réussi à apporter la moindre fluidité à l'embolie bureaucratique de notre pachyderme éducatif. Pour ce qu'il reste de la gauche macroniste, le moment est particulièrement dur à vivre. « Certes le Président n'a jamais prononcé le mot "mixité" en six ans de mandat, note un parlementaire, mais la question de l'égalité des chances était quand même dans l'ADN du macronisme des origines. Là, il y a de quoi douter du projet porté et on est vraiment fatigués. »

